



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des
Affaires juridiques



Numéro 361 - 6 juillet 2023



ÉDITO



Bruno Lasserre, vice-président honoraire du Conseil d'Etat, président de la CADA

Quarante-cinq ans après l'adoption de la loi du 17 juillet 1978 qui a créé la liberté d'accès aux documents administratifs, quel bilan tracer de la longue marche vers la transparence de l'action publique voulue par le législateur ?

La demande des citoyens reste forte et concerne toutes les politiques publiques - environnement, commande publique, action sociale, fiscalité, urbanisme, gestion de la fonction publique etc. Mais l'usage de la loi se transforme peu à peu, sous l'effet d'un double changement.



[Lire la suite](#)

Institutions

La Présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne

Après la France et la Suède, l'Espagne assure la Présidence du Conseil de l'Union européenne de juillet à décembre 2023 et met en avant quatre priorités.

[Lire la suite](#)

Bilan 2022 de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Tracfin présente le bilan 2022 de l'activité déclarative des professions assujetties à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) qui souligne notamment l'importance de la synergie public – privé. Cette année restera marquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

[Lire la suite](#)



Juridictions

Conformité partielle de la loi relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires

Le Conseil constitutionnel censure une partie des dispositions de la loi relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires.

[Lire la suite](#)

Pour la CJUE, toute personne a le droit de connaître la date et les raisons pour lesquelles ses données à caractère personnel ont été consultées

Selon la Cour de justice de l'Union européenne, le RGPD précise la portée du droit pour toute personne de connaître les détails et motivation de la consultation de ses données à caractère personnel.

[Lire la suite](#)

Commande publique

Le maître d'ouvrage peut demander le remboursement des avances consenties à un sous-traitant en cas de résiliation d'un marché de travaux, même si le décompte général n'a pas encore été établi

En l'absence de relations contractuelles entre un pouvoir adjudicateur et les sous-traitants d'un marché public de travaux, aucun décompte général ne peut conditionner l'émission d'un titre exécutoire visant au remboursement des avances versés aux sous-traitants.

[Lire la suite](#)

Le Conseil d'Etat définit la temporalité de l'application du nouveau régime de prescription concernant les actions en responsabilité quasi-délictuelle afférentes aux pratiques anticoncurrentielles

Les nouvelles règles de prescription des actions en responsabilité quasi-délictuelle à raison de pratiques anticoncurrentielles commises à l'occasion d'un marché public s'appliquent aux actions introduites après la date de leur entrée en vigueur, même si ces pratiques ont pris fin avant cette date et sous réserve que l'action n'était pas prescrite à cette même date en vertu des règles antérieures.

[Lire la suite](#)

Inapplicabilité de l'article 1792-7 du code civil à un marché public de travaux : le juge administratif peut adapter les dispositions du code civil en

matière de garantie décennale lorsque les particularités de l'action publique le requièrent

Le Conseil d'Etat estime inapplicable aux marchés publics de travaux l'article 1792-7 du code civil qui exclut du régime de la garantie décennale les équipements professionnels, renforçant ainsi le caractère exorbitant des marchés de travaux publics.

[Lire la suite](#)



Finances publiques

Rapport de la Cour des comptes sur la collecte des 240 prélèvements versés par les entreprises

La collecte des prélèvements obligatoires repose en grande partie sur les entreprises. Après avoir publié un premier rapport sur le sujet en 2016, la Cour des comptes a souhaité s'intéresser de nouveau à cette thématique en raison des nombreuses évolutions intervenues dans l'organisation de la collecte des prélèvements (notamment le prélèvement à la source).

[Lire la suite](#)

Première application du nouveau régime de la responsabilité des gestionnaires publics

La nouvelle chambre du contentieux de la Cour des comptes, née de l'ordonnance du 23 mars 2022 qui a institué le nouveau régime de responsabilité financière des gestionnaires publics, a eu à se prononcer sur sa première affaire à propos d'une société d'économie mixte locale.

[Lire la suite](#)

Marchés

La mise en œuvre du Brexit en France – Rapport de la Cour des comptes

La relation étroite entre la France et le Royaume-Uni a été bouleversée par le Brexit qui a conduit au rétablissement de la frontière. Le rapport de la Cour des comptes examine comment la France s'est adaptée à cette nouvelle circonstance alors que toutes les implications ne sont pas encore entièrement connues.

[Lire la suite](#)

Entreprises

Obligation pour certaines sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices

L'ordonnance n° 2023-483 du 21 juin 2023 impose à certaines sociétés d'établir, de publier et de mettre à disposition un rapport relatif à l'impôt sur les bénéfices, transposant ainsi la directive européenne sur les états financiers annuels et les états financiers consolidés modifiée en 2021.

[Lire la suite](#)



Questions sociales



Le solde du système de retraite, excédentaire en 2022, devrait devenir déficitaire en 2030 (rapport annuel du Conseil d'orientation des retraites)

Dans son rapport annuel, le Conseil d'orientation des retraites (COR) dresse un constat des évolutions du système français des retraites intégrant les effets de la réforme de 2023. Il précise que les écarts avec les projections de 2022 ne doivent pas être interprétés comme étant la résultante exclusive de cette réforme.

[Lire la suite](#)

Loi visant à faciliter le passage et l'obtention du permis de conduire

Publiée au JORF le 22 juin 2023, la loi visant à faciliter le passage et l'obtention du permis de conduire a pour objectif d'apporter des réponses à deux problèmes majeurs : les délais trop importants pour passer l'examen ainsi que les coûts qu'il entraîne.

[Lire la suite](#)



Numérique



Davantage d'illectronisme dans les communes éloignées des villes et les petits pôles urbains

La question de l'appropriation des outils numériques par la population a été intégrée tardivement aux politiques publiques du numérique. L'étude de l'illectronisme par l'INSEE révèle l'existence de fortes disparités entre les territoires ainsi que des causes plurielles.

[Lire la suite](#)

Emploi

Réforme de la haute fonction publique : de nouvelles mesures d'application pour les membres du Conseil d'Etat et les magistrats de la Cour des comptes

Plusieurs décrets publiés le 22 juin 2023 appliquent la transformation des parcours et des rémunérations des cadres supérieurs et dirigeants de la fonction publique aux membres du Conseil d'Etat, magistrats administratifs, et magistrats de la Cour des comptes.

[Lire la suite](#)

SUR LE SITE



[Toutes nos rubriques](#)



[Archives des numéros précédents](#)



LA DAJ RECRUTE



**Vous souhaitez évoluer au sein d'un pôle
d'expertise juridique reconnu ?
Vous recherchez un emploi qui a du sens,
au bénéfice de l'intérêt général ?
Rejoignez nos équipes !**

Au ministère de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et numérique, mettez votre
talent au service d'une économie forte et durable.

[Consultez nos fiches de poste](#)

Partager



[S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Kévin Bouchard, Susie Bruno, Shirley du Parc, Morgane Frétault, Émilie Lefebvre / Bandeau : Aphania / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo: © Conseil d'Etat

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel lettre.daj@finances.gouv.fr.

[Se désinscrire](#)